

Algérie : racines et projections

- la prescription de la parité du genre, lors des élections, assortie d'un quota du Parlement⁽¹⁸⁾ ;

h)- la mise en place d'une autorité de régulation du secteur de l'audiovisuel ;

i)- la révision constitutionnelle de 2016 paracheva ce processus en le plaçant sous le générique de «l'Eta civil».

• On aura noté que certaines de ces réformes revenaient sur plusieurs acquis

dantes et de militants du mouvement associatif se rejoignirent sur le terrain de l'action concrète et assénèrent, pour la première fois, un sérieux coup à l'assurance d'un pouvoir d'Etat secoué par une tempête intérieure sans précédent.

Les états généraux que l'opposition convoqua à l'hôtel Mazafran le 10 juin 2014, dans un coup d'éclat qui occulta certaines de ses faiblesses congénitales,

4- Et maintenant ?

Avant de se prononcer sur cette question, d'abord une observation méthodologique principale :

Il est un postulat dont on ne pourrait se départir, par négligence ou ignorance des lois de la sociologie politique, qui veut qu'un parti n'est pas une entité en soi, vivant pour soi, ni une bulle réfugiée dans une tour d'ivoire coupée des réalités, du mouvement et des pulsations de la société.

Sauf dans les cas de création artificielle dictés par des considérations de conjoncture ou par des tactiques de diversion, un parti est, avant tout, l'expression idéologico-politique d'un instant historique donné de l'existence d'une société : il en est le reflet, dans ses origines comme dans ses mutations.

On peut, en accord avec ce postulat, s'avancer à affirmer que l'opposition historique-clandestine et l'opposition constitutionnelle-légale étudiées tout au long de cette monographie ont, profondément, marqué de leur cachet les combats menés par toute la nation, dans sa longue marche pour une émancipation politique authentique et la construction d'un système de gouvernement fondé sur le respect des droits et des libertés des citoyens et de l'alternance au pouvoir, admise par tous, sans restrictions.

C'est là un rappel qui vaut reconnaissance du rôle et de la contribution de ces deux oppositions dans les nombreuses réorientations des politiques élaborées et exécutées, en un peu plus d'un demi-siècle, par le pouvoir d'Etat quelqu'aient pu être, par ailleurs, les obstructions de toutes sortes auxquelles elles eurent à faire face et, également, les erreurs et les faiblesses dont elles furent responsables.

Dans le présent essai de bilan de l'opposition constitutionnelle-légale, il est tenu compte de ce déterminant, par souci d'objectivité et, aussi, pour dire en quoi elle fut performante et en quoi elle a failli, en une phase, délicate pour elle, où quelques analystes et secteurs de l'opinion se laissent aller à la percevoir

ser les carences étalées par cette opposition qui fait dire d'elle, aujourd'hui, qu'elle réunirait toutes les plaies qui oblitérent sa capacité d'être, à moyen ou long terme, une alternative crédible au pouvoir d'Etat.

Elle serait une fiction manipulée par les laboratoires, sans base consistante, une addition de directions, aux programmes divergents, impossibles d'intégrer dans une synergie de forces, potentiellement, aptes à gouverner.

Ces griefs ne sont pas, totalement, infondés, à y voir de très près. Ils ont été vérifiés, en plusieurs circonstances – crises, élections, manifestations – et lui furent reprochés comme autant d'éléments à charge qui ne plaident pas en sa faveur.

Mais quant on va au fond des choses, on découvre que, dans les faits, l'opposition, noyée dans un fatras d'incohérences limitatif de son rayon d'action, n'est pas responsable de la totalité des tares qui lui sont imputées.

L'Algérie assiste, depuis 2009, à l'invasion du champ politique par une ubérisation galopante de l'activité partisane soumise à la loi débridée du mercantilisme représenté par l'intronisation de l'argent-roi et son corollaire, l'indigence d'une classe politique incapable d'exhiber autre chose qu'une perception caricaturale de la démocratie et de ses valeurs morales, juridiques et techniques.

Cette ubérisation qui a paralysé toute velléité de contrôle comme les démocraties traditionnelles savent y satisfaire à travers un large panel de commissions judiciaires et sénatoriales indépendantes dont la mission constitutionnelle est de tout passer au peigne fin a dérégulé et perverti le fonctionnement de l'ensemble des institutions de l'Etat.

L'opposition, affaiblie par une longue guerre de tranchées, en a fait les frais, avec cette particularité qu'elle a accepté, dans une attitude de passivité coupable, de dépendre du pouvoir d'Etat, en tout, de l'organisation de l'encadrement juri-

La gauche ne fut pas mieux lotie. Ce n'est pas sur un terrain sécuritaire qu'elle fut neutralisée – pacifique qu'elle a, toujours, été – mais sur celui de la politique, victime tout autant du harcèlement continu du pouvoir d'Etat que de sa propre stratégie de soutien-défiance, de ses divisions et de son élitisme qui la distancèrent des préoccupations du pays profond.

de la Constitution de 1989 et d'autres reprenaient les revendications de l'opposition en les retouchant.

Il conviendrait, cependant, de relativiser. Plusieurs d'entre elles furent l'aboutissement des pressions de la société civile nationale ainsi que de celles des ONG étrangères.

Quoi qu'il en soit, dans ce mouvement qui réserva la part belle à l'initiative du pouvoir d'Etat, l'opposition était absente et désarmée, vissée qu'elle était à la demande d'une période de transition, discrètement abandonnée à partir de 2014 par le FFS et le PT.

3- Le temps de la recomposition

L'opposition ne se réveilla, réellement, de sa léthargie qu'à partir de la suppression de la limitation des mandats et, avec plus de vélocité, lorsque, frappé par une maladie invalidante, le président Bouteflika se porta, en 2014, candidat à un quatrième mandat.

Elle se lança, alors, dans une contestation qui focalisa la quasi-totalité de ses composantes sur l'urgence qu'il y avait à déclencher la procédure constitutionnelle d'empêchement à l'encontre d'un Président affaibli et attaqué, de l'intérieur, par quelques-uns de ses appuis gagnés par l'ambition de lui succéder.

Non seulement le thème était porteur mais, encore, le contexte de crise politique caractérisé par une forte droitisation d'une partie du régime et un affrontement ouvert entre la Présidence et le DRS était plus que favorable à une montée au créneau.

La perche était trop tentante pour ne pas être saisie au vol, d'autant que le Président, lui-même, avait, depuis 2008, prêté le flanc à la critique, en déclarant qu'il avait échoué à appliquer son programme et que le temps de la génération révolutionnaire était révolu, laissant entendre qu'il était prêt à céder la place.

Les manifestations de janvier 2011 et la peur panique de voir le «printemps arabe» gagner l'Algérie, poussa la Présidence à courtiser l'opposition et à acter certaines de ses revendications, des concessions, toutefois, insuffisantes à freiner la forte dynamique qui la portait.

La mouvance islamiste tractée par le MSP pensant le moment venu de prendre le train des «révoltes arabes» et la mouvance identitaire, soutenue par le renfort de nombreuses personnalités indépen-

ébranlèrent la sérénité du gouvernement, vivement inquiété par l'alliance contractée entre islamistes et démocrates, à l'approche d'échéances jugées, par ces derniers, favorables au changement en profondeur souhaité.

La Coordination nationale pour les libertés et la transition démocratique (CNLTD), une structure restée ouverte aux absents — le FFS, le PT, le MDS ... — et la plateforme politique adoptée, lors du conclave, constituèrent la conquête la plus consensuelle du mouvement, car elle proposait à ses membres — le MSP, le FJD, Ennahda, le RCD et Jil El-Jadid — le cadre qui leur manquait, jusque-là, pour agir dans une mutualisation d'efforts et d'actions longtemps recherchée.

Le premier bémol qui en atténua la portée fut qu'elle n'avait pas réussi à fédérer, dans un même rassemblement organique, les autres composantes — UFDS, El-Islah, FAN, MNE, El-Adl oua El-Bayan et El-Fadjr El-Djadid — soutiens de Ali Benflis, leader du Pôle des forces pour le changement (PFC), créé au lendemain de l'élection présidentielle.

L'Instance de coordination et de suivi de l'opposition (Icso), créée pour réduire l'écart, ne suffit pas à regrouper, sur une ligne harmonieuse, les conglomerats hétérogènes que la CNLTD et le PFC coiffaient, en plus des personnalités «présidentiables» en quête d'un étrier politique.

Ce fut, peut-être, là, un des talons d'Achille qui refréna l'élan de l'opposition vers la formation d'une force représentative capable d'acculer le pouvoir d'Etat à s'abriter derrière une position défensive.

Naturellement, d'autres évènements — l'échec des «révoltes arabes», le retour dans le jeu politique du président Abdelaziz Bouteflika revigoré par sa victoire, dans le bras de force qui l'opposait au général Mohamed Mediène, et sa prise en main totale de la direction de l'ANP — concoururent au reflux de l'opposition vérifié à Mazafran II où l'illusion miroitée par «la charte d'obligations consensuelle» fut démentie, en 2016, par le ralliement de la plupart de ses principaux membres aux règles fixées par le pouvoir d'Etat. Celui-ci bénéficia d'un inattendu alignement des planètes qui lui permit de manœuvrer à sa guise, sauf que l'aggravation de la crise économique allait le rappeler à des réalités autrement moins réjouissantes.

Ce pouvoir est demeuré à la barre, durant 55 ans, retombant à chaque fois sur ses pieds, parvenant à sortir, miraculeusement, indemne des bourrasques de 1962, 1965, 1980, 1988, 1991 et 2001, avec l'idée fixe d'empêcher ses anciens partenaires dans le Mouvement national de prétendre, en tant qu'opposition, diriger, un jour, l'Etat, sans lui ou d'égal à égal.

comme une virtualité plus que comme une réalité à partir — il faut le dire — d'un ressenti empirique et non d'une réflexion validée par une observation académique pertinente.

Un examen attentif et, en même temps, critique de ses racines et de ses évolutions, ainsi qu'il a été signalé, ici, depuis le début, ne saurait avaliser ce type de jugement ni faire passer par pertes et profits le capital doctrinal, programmatique et militant qu'elle a pu amasser dans un climat de contrainte permanent au profit d'un débat national libre, responsable et digne.

Dans un esprit soucieux d'équilibre, il serait judicieux, a contrario, de caracté-

dique de son propre fonctionnement, sans concertation de bonne foi, jusqu'au financement de ses activités et de ses campagnes électorales en passant par la sécurisation et l'hébergement de ses dirigeants dans les résidences d'Etat.

La révision constitutionnelle de 2016 a confirmé, davantage, cette dépendance.

L'opposition qui a accepté de jouer le jeu — elle ne pouvait faire autrement au risque d'être mise à l'écart, pour longtemps — s'est vu sanctionnée aux élections législatives du 4 mai 2017, dans les mêmes termes et les mêmes formes que le gouvernement. Elle en est sortie aussi fragilisée que lui.

Suite en page 8